

Du FSE à l'ECISA, l'altermondialisme dans l'impasse ?

Pierre Khalfa

L'Acte unique de 1986 marque un tournant dans l'histoire de la construction européenne. Complété par les traités de Maastricht et d'Amsterdam, il transforme l'Union européenne en un espace privilégié de promotion des politiques néolibérales : politique industrielle déterminée par l'application du droit de la concurrence, gestion de la monnaie sortie du champ de la décision politique, concurrence fiscale entre les États, services publics remis en cause au nom de la concurrence, démantèlement progressif des mécanismes régulateurs des marchés agricoles, dumping social, budget européen réduit à une portion congrue, etc. Le droit de la concurrence, inscrit au cœur des traités, devient le droit à partir duquel les élites néolibérales, hégémoniques au sein des institutions nationales et européennes, façonnent l'Union. C'est un droit normatif, véritable droit « constitutionnel » avant la lettre qui réduit la plupart du temps les autres textes européens à des déclarations d'intention sans portée opérationnelle pratique¹.

L'élargissement non maîtrisé de 2004 aggrave encore cette tendance lourde de l'Union à se transformer en simple zone de libre-échange. Refusant de mener de réelles politiques publiques européennes, et notamment d'augmenter de façon significative le budget européen en faveur des nouveaux entrants, le développement de ceux-ci est laissé, pour l'essentiel, aux mains de la politique de la concurrence. La concurrence entre les États et les systèmes sociaux et fiscaux est érigée en règle, légitimée par les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne². L'explosion de la crise financière en 2007-2008, la récession qui s'en est suivie et les politiques d'austérité drastique ont encore aggravé le cours néolibéral de l'Union.

Le mouvement altermondialiste, apparu sur la scène politique internationale lors de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle à la fin de l'année 1999, a été porteur de grands espoirs. Précédé en Europe par des mouvements sociaux comme par exemple la grève européenne des cheminots en 1992 ou les marches européennes contre le chômage en 1997, il semblait ouvrir une période nouvelle marquée par la présence politique à l'échelle mondiale d'un mouvement qui n'hésite pas à s'en prendre aux fondements mêmes du capitalisme néolibéral, la manifestation fortement réprimée contre la réunion du G7 à Gènes en 2001 en étant un exemple marquant. Dans la foulée du Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre se tenait à Florence en novembre 2002 le premier Forum social européen (FSE) marqué par une très forte affluence, près de 60 000 participants, et conclu par une manifestation monstre de plusieurs centaines de milliers de personnes. Le FSE allait permettre de lancer un appel à la mobilisation contre la guerre en Irak qui, repris par le FSM, aboutit à la journée mondiale du 15 février 2003, mettant dans la rue des millions de personnes.

Le cadre semblait trouvé pour pouvoir construire des résistances aux politiques néolibérales en Europe et faire exister un mouvement social européen. La suite allait montrer que cet espoir était vain.

¹ La Charte des droits fondamentaux, que le traité de Lisbonne a rendu contraignante, ne vient pas démentir cette analyse. Non seulement les droits qui y sont contenus sont de faible portée, mais surtout elle ne crée aucun droit social européen puisque leur application est renvoyée aux « pratiques et législations nationales ».

² Il s'agit, fin 2007, des arrêts Viking, Laval-Vaxholm confirmés en avril 2008 par l'arrêt Rüffert, puis en juin 2008 par un arrêt concernant le Luxembourg. Ces arrêts consacrent la prédominance du droit du commerce européen sur le droit du travail national et officialisent le traitement inégalitaire entre les salarié.es d'un État membre et les salarié.es détaché.es d'un autre État membre.

Les apories du FSE

Pour le comprendre, il faut d'abord revenir sur les caractéristiques du FSE et plus largement des forums sociaux. Le texte de référence sur la question est la Charte des principes de Porto Alegre. Selon cette dernière (dans son point 1), le Forum social mondial est « *un espace de rencontres ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratiques, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain.* »

Deux remarques s'imposent donc immédiatement. La première est que le forum social se tient sur une base politique qui, pour être large, n'en est pas moins précise : opposition au néolibéralisme, à la domination du monde par le capital, à toute forme d'impérialisme. La seconde est que, dans ce cadre, le forum social doit remplir trois fonctions : débat d'idées, formulations de propositions alternatives qui « *s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste, commandé par les grandes entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts* » (point 4), articulation en vue d'actions efficaces.

Mais le même texte précise que « *Les rencontres du Forum social mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que Forum social mondial. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants* » (point 6). Comment donc permettre une « *articulation en vue d'actions efficaces* » et dans le même temps interdire toute prise de décision du Forum ? Hypocritement, la Charte de Porto Alegre laissait toute latitude aux organisations participantes de décider des actions qu'elles jugeraient nécessaires, ce qui évidemment allait de soi, mais ne permettait en aucun cas aux forums sociaux d'être un cadre de mobilisation en tant que tels. Le FSE, déclinaison du FSM, n'allait pas réussir à dépasser cette contradiction.

Car, et c'est la grande différence avec le FSM, le FSE se confronte à une institution particulière, l'Union européenne, un proto-État dont les décisions surdéterminent largement la vie quotidienne de ses habitants. Le mouvement altermondialiste est donc obligé de s'affronter à cette réalité et cela implique qu'il avance des propositions précises et construise des mobilisations permettant de remettre en cause la construction néolibérale de l'Europe. L'utilité du FSE sur la durée se jugerait à cette capacité. Pour essayer de résoudre ce problème, une Assemblée des mouvements sociaux, organisée à la fin du FSE par les forces qui le souhaitent, devait permettre d'acter et de mutualiser des échéances de mobilisations et des décisions issues des débats du Forum.

Mais cette assemblée a été immédiatement très contestée comme non représentative par un certain nombre d'organisations participantes et sa place dans le FSE a été l'objet de longs débats à la limite de la métaphysique : l'Assemblée des mouvement sociaux fait-elle partie du FSE ou du « processus du FSE » ? ; doit-elle être indiquée dans le programme officiel du FSE, et de quelle manière, ou faire l'objet d'une annonce séparée ? ; sa déclaration finale est-elle un document du FSE ou un document n'ayant aucune valeur particulière ? . Bref, au lieu de se focaliser sur les priorités d'action, l'essentiel des débats s'est focalisé, FSE après FSE, sur les rapports entre cette assemblée et le FSE, le tout sur le fond de discussions méthodologiques absconses.

Une paralysie organisée par des forces opposées

En fait, trois types de forces étaient profondément hostiles, pour des raisons différentes, au fait que le FSE puisse se doter d'une instance permettant des prises de décisions. D'une part, ceux qui, au nom de la Charte de Porto Alegre, privilégiaient le fait que le FSE devait être un espace de débats. Il s'agit, par exemple, de l'association ARCI en Italie ou du CRID en France et plus largement des ONG qui se sont progressivement agglomérées au processus du FSE. Pour elles, le FSE devait simplement être un décalque du FSM. Elles refusaient donc de centrer l'activité du FSE sur l'Union européenne. D'autre part, la Confédération européenne des syndicats (CES) et certaines de ses organisations membres qui participaient au FSE. La CES voyait en effet d'un mauvais œil s'affirmer une critique radicale de l'Union européenne, ce d'autant plus que, à l'encontre de nombreux participants au Forum, elle soutenait le Traité constitutionnel européen (TCE) et que l'émergence d'un mouvement social européen aurait pu contrarier sa volonté de se positionner comme le partenaire social de la Commission. Enfin des forces « ultragauches » refusaient souvent tout travail en commun au niveau européen avec des organisations avec lesquelles elles étaient en désaccord au niveau national.

La conjonction de l'action de ces trois composantes du FSE a réussi largement à le paralyser en termes de mobilisations ou de propositions communes. Cela a été d'autant plus facile qu'il est objectivement malaisé de définir des priorités d'action sur des points faisant consensus. En effet, chaque mouvement a ses propres priorités qu'il considère comme plus importantes que celles des autres et n'est pas prêt à les relativiser pour engager des forces sur des actions communes. De ce point de vue, le FSE a été victime de son succès. Plus il s'élargissait à de nouveaux mouvements, plus il devenait difficile de dépasser le côté « rencontre de débats » pour aller vers la mise en œuvre d'une stratégie commune. Le FSE n'a pas été capable de sortir du dilemme qui lui était posé : respecter la diversité des participants au risque de la paralysie ou passer outre pour des raisons d'efficacité au risque de l'éclatement. L'Assemblée des mouvements sociaux s'est donc contentée d'adopter des déclarations très générales, sans portée pratique, et de recenser l'agenda de toutes les mobilisations prévues.

Le FSE, comme tous les forums sociaux, agglomérait des organisations et mouvements ayant des terrains d'intervention éclatés, des histoires et des orientations politiques différentes. Cette hétérogénéité, loin d'être une faiblesse, était au contraire une force. Elle a permis au mouvement altermondialiste d'occuper un large espace politique et d'être capable d'être présent sur de nombreux terrains de mobilisation sociale. Mais tout cela reposait sur un pari, le fait que le débat et la confrontation d'idées dans le cadre des forums permettraient de dépasser les divergences et induirait la possibilité de construire des stratégies communes. Si les forums ont bien permis de créer une culture politique nouvelle basée sur la prise de décision au consensus et sur le fonctionnement en réseau, il a été impossible d'en dépasser la diversité pour arriver à élaborer des propositions alternatives communes et des mobilisations capables de peser sur la situation en Europe³.

Le FSE a donc progressivement déperlé. Incapable d'être le cadre dans lequel pouvaient se décider des mobilisations européennes, il était d'une utilité d'autant plus réduite que, les attaques des gouvernements se multipliant, la tendance naturelle des organisations participantes a été de se concentrer sur le terrain national pour construire les ripostes nécessaires. La lourdeur du processus de préparation avec une multiplicité de réunions se

³ Une exception, la campagne réussie contre la directive Bolkestein en 2006. Il est d'ailleurs significatif que cette campagne ait été menée de façon parallèle, sur des mots d'ordre et avec des initiatives différentes par la CES d'une part, les mouvements sociaux et certains partis politiques d'autre part.

tenant dans de nombreuses villes d'Europe et des discussions interminables sur la « méthodologie », le coût financier important, le caractère répétitif des forums ne débouchant sur aucune décision concrète, ne pouvaient perdurer longtemps et ont eu raison de lui. Le FSE d'Istanbul, qui avait regroupé plus de 5000 participants en juillet 2010, sera le dernier.

Il est d'ailleurs significatif qu'il ait disparu au moment même où des politiques d'austérité massive se déployaient dans la quasi-totalité des pays européens et à la veille de la crise dite « des dettes souveraines » qui allait mener la zone euro au bord de l'éclatement. Alors même que le mouvement altermondialiste aurait pu être porteur de mobilisations européennes et d'une alternative globale à l'échelle européenne, ce qui a dominé a été le repli sur le cadre national. Si des mobilisations puissantes ont pu avoir lieu dans les pays les plus touchés comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, aucune riposte au niveau européen n'a pu être construite. La faiblesse, pour ne pas dire la quasi-inexistence, des mobilisations de soutien à la Grèce en 2015, alors que ce pays était étranglé par la « Troïka » (FMI, Commission Européenne, BCE) a été le symbole de la disparition politique de l'altermondialisme dans l'Union européenne, ce qui interroge, au-delà même de la question des FSE, sur les raisons de cette situation.

Une crise aux racines profondes

La disparition politique de l'altermondialisme renvoie certes à la crise des forums sociaux due essentiellement à leur incapacité à être autre chose qu'un cadre de rencontres et de débats pour se transformer en lieu de construction de mobilisations citoyennes. Cette incapacité s'est traduite au niveau européen par la disparition pure et simple des FSE. Cependant, si la forme « forum social » a montré ses limites, la question est de savoir pourquoi d'autres cadres plus efficaces n'ont pas pris le relais. Pour en comprendre les raisons, il faut revenir à ce qui a fait la force de l'altermondialisme et qui allait par la suite en devenir la faiblesse.

Le mouvement altermondialiste s'est construit en réponse à la mondialisation néolibérale. Cette banalité n'en est pas totalement une. En effet, la mondialisation néolibérale avait pour ambition une réorganisation totale du monde sous les auspices d'un certain nombre d'institutions internationales censées la réguler. À l'Organisation mondiale du commerce (OMC) revenait le rôle primordial de faire tomber toutes les barrières pouvant empêcher l'instauration du libre-échange généralisé, au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale, celui de faire appliquer le « consensus de Washington » qui visait à imposer aux pays du Sud les pratiques néolibérales (privatisation des services publics, équilibre budgétaire, déréglementation des marchés, contre-réforme fiscale, etc.), le G7 jouant le rôle de directoire politique. Face à cette situation nouvelle, le mouvement altermondialiste a réussi à la fois à être porteur de la perspective d'une autre mondialisation, symbolisée par le slogan « un autre monde est possible », et à organiser de très fortes mobilisations citoyennes, comme par exemple à Seattle ou à Gênes, qui ont rendu difficile la réalisation du projet néolibéral.

Ce projet s'est de plus heurté aux divergences entre les grandes puissances qui ont largement paralysé l'OMC. Cette dernière a été marginalisée par les accords multilatéraux de libre-échange qui la contournaient et la crise financière de 2007-2008 a remis en cause nombre de dogmes du néolibéralisme, renforçant le rôle des États et réduisant le rôle du FMI et de la Banque mondiale. Contestée par les mobilisations citoyennes et confrontée à une crise, la mondialisation néolibérale n'a certes pas disparu, mais s'est profondément transformée, rendant en partie caduque l'action d'un mouvement altermondialiste qui avait pris pour cibles

des institutions internationales maintenant en perte de vitesse au vu de la situation nouvelle. Le mouvement altermondialiste n'a pas été capable de s'y adapter, ce d'autant plus que la contestation de l'ordre établi, commencée avec le Printemps arabe, le mouvement des Indignés et *Occupy Wall Street* allait prendre des formes nouvelles qui ne s'inscrivaient pas dans lignée de l'altermondialisme.

Le mouvement altermondialiste s'est constitué autour de la convergence d'organisations « traditionnelles », syndicats, associations, ONG. Ce sont ces organisations qui animaient les forums sociaux. Or, la capacité d'entraînement de ces organisations s'est affaiblie et les mouvements de contestation des politiques néolibérales se sont en grande partie passés à côté d'elles. Ce que l'on a appelé « le mouvement des places » s'est fait très largement en dehors d'elles et était caractérisé par le refus de toute forme de représentation et, alors même qu'il s'est produit dans de nombreux pays et sur des thèmes similaires, n'a débouché sur aucune forme de coordination internationale. Par la suite, les mouvements des jeunes pour le climat ont été le fait de collectifs d'activistes. Incapable d'élaborer une démarche stratégique efficace, confronté à une situation à laquelle il a eu du mal à s'adapter et composé d'organisations dans lesquelles la jeunesse activiste a du mal à se reconnaître, le mouvement altermondialiste semble avoir disparu de la scène politique.

Et maintenant ?

Il existe certes des réseaux européens comme Via Campesina, le réseau des Attac d'Europe ou l'*Altersummit* qui s'est voulu une suite des FSE, sans même parler de la CES. De plus, la pérennisation d'une Université européenne des mouvements sociaux permet que des liens perdurent et que des initiatives puissent être construites. Ainsi **fin 2023** s'est constitué un réseau de mouvements sociaux, l'*European Common Space for Alternatives* (ECSA) qui a abouti à une rencontre européenne à Marseille du 26 au 28 avril 2024. Si le nombre d'organisations et de pays représentés peut sembler important – 24 pays, une centaine d'organisations - le nombre modeste de participants, quelques centaines, indiquent que nous ne sommes qu'au tout début d'un processus de construction d'un mouvement social européen. Comme l'écrit le texte de bilan d'Attac France, « *Il est donc difficile d'affirmer avec véhémence la réussite d'un tel évènement, ou même de savoir ce qui va en sortir concrètement*⁴ ».

Et c'est effectivement tout le problème posé par ce type de rencontre qui, non seulement n'est pas partie d'un bilan de l'échec des FSE, mais en a reproduit, pour l'essentiel, la méthode. Alors que nous sommes au moment où la construction européenne semble à un nouveau tournant avec le retour des politiques d'austérité, un nouvel élargissement non maîtrisé et avec une montée importante de l'extrême droite, peut-être faudrait-il réfléchir à un changement de perspective. Ne faudrait-il pas, plutôt que d'organiser ce type de rencontre – une nouvelle est prévue théoriquement dans deux ans – privilégier les mobilisations concrètes ? Il est d'ailleurs significatif que dans la période où se discutaient les modalités de cette rencontre, se déroulait une discussion très importante dans les institutions européennes sur le statut des salarié.es des plates-formes sans que ce problème deviennent une priorité d'action pour l'ECSA. Tant que la question des mobilisations sociales et citoyennes, même modestes, ne seront pas mises au cœur de la construction du réseau européen des mouvements sociaux, il est à craindre que les rencontres européennes, pour intéressantes qu'elles puissent être, ne permettent pas un

⁴ <https://france.attac.org/se-mobiliser/espace-commun-europeen-pour-les-alternatives-ecsa/article/l-ecsa-un-renouveau-de-l-altermondialisme-europeen-entre-continuite-et-envie-de>.

renouveau de l'altermondialisme.

Pierre Khalfa a été membre du comité d'organisation des Forums sociaux européens au titre d'Attac-France ; il est ancien membre du CESE, au titre de Solidaires, ancien co-président de la Fondation Copernic et membre du Conseil scientifique d'Attac.